

Bureau Veritas Exploitation SAS

CERGY
3 RUE DES CYCLADES
95800 CERGY France
Téléphone : 01 30 31 93 40
Mail : sylvie.villain@bureauveritas.com

A l'attention de M. MOURADIAN Joseph

CNC
7 BIS RUE ALEXANDRE TURPAULT
78390 BOIS D'ARCY

Rapport d'évaluation de l'état de conservation de matériaux et produits contenant de l'amiante

Date(s) du repérage : le 17/10/2023

Nom du site : MAJ DTA BOIS D ARCY 2023

Immeuble bâti objet du repérage :

Bâtiment C
7 bis rue Alexandre Turpault
78390 BOIS D ARCY

Numéro d'affaire : 19611024

Référence du rapport : 19611024/S27.14.1.R

Rédigé le : 18/10/2023

Par l'opérateur de repérage : Sylvie VILLAIN

Certification de compétence : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par BUREAU VERITAS CERTIFICATION Le Triangle de l'Arche - 9 cours du Triangle - 92937 PARIS LA DEFENSE Certificat n° 14540679



	Date de début de validité	Date de fin de validité
Amiante sans mention	03/07/2022	02/07/2029
Amiante avec mention	03/07/2022	02/07/2029

Ce rapport contient **12** pages y compris les annexes et ne peut être reproduit qu'intégralement .

Signature du rédacteur :



SOMMAIRE

1. RESULTATS DE L'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION.....	3
1.1. Evaluation des matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste B.....	3
1.2. Obligation d'information.....	3
2. CONCLUSIONS DE L'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION.....	3
2.1. Recommandations réglementaires pour les produits et matériaux de la liste B.....	3
2.2. Eléments d'information.....	3
3. INFORMATIONS GENERALES.....	5
3.1. Immeuble bâti objet de la mission.....	5
3.2. Intervenants.....	5
3.3. Opérateur(s) de repérage.....	5
4. DESCRIPTION DE LA MISSION D'EVALUATION.....	6
4.1. Textes réglementaires.....	6
4.2. Méthodologie de la mission.....	6
5. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE.....	7
5.1. Documents remis par le donneur d'ordre ou disponibles lors de la visite.....	7
6. ANNEXES.....	8
6.1. Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B.....	8
6.2. Attestation d'assurance.....	11
6.3. Certificat de compétence.....	12

1. RESULTATS DE L'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION

1.1. Evaluation des matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste B

Évaluation des matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste B					
Localisation	Composant	Matériau ou produit	Description	Observation	État de conservation
R-1 / Dégagement	Conduit d'air	Conduit	Conduit de type amiante ciment	/	EP
R-1 / Centrale de climatisation	Conduit d'air	Conduit	Conduit de type amiante ciment	/	EP
R-1 / Local ballon eau chaude	Conduit d'air	Conduit	Conduits (X2) de ventilation basse et haute de type amiante ciment	/	EP
R-1 / Salle propre / Gaine technique	Conduit d'air	Conduit	Conduits (X2) de ventilation à droite et à gauche de la gaine technique	/	EP
R-1 / Salle propre / Gaine technique	Conduit	Enveloppe de calorifuge	Enveloppe de calorifuge encapsulée	/	EP
R+0 / Bureau C106	Conduit d'air	Conduit	Conduit de ventilation haute de type amiante ciment	/	EP
R+1 / Dégagement	Conduit	Conduit	Conduits (X4) de type amiante ciment encoffré	/	EP
Terrasse	Conduit d'air	Conduit	Conduits (X3) de type amiante ciment	/	EP

1.2. Obligation d'information

Dans tous les cas, et sans préjudice des autres dispositions réglementaires applicables, il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

2. CONCLUSIONS DE L'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION

2.1. Recommandations réglementaires pour les produits et matériaux de la liste B

Il est recommandé au propriétaire de faire procéder à :

Pour les produits et matériaux ayant obtenu la recommandation *évaluation périodique (EP)* :

Le(s) matériau(x) ou produit(s) concerné(s) contenant de l'amiante et l'étendue des dégradations qu'il(s) présente(nt) et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le(s) matériau(x) ou produit(s). Cette évaluation périodique consiste à :

a) contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas, et, le(s) cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;

b) rechercher, le(s) cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

Obligation en cas de travaux de retrait ou de confinement et avant toute restitution des locaux traités :

Obligation du propriétaire de faire réaliser un examen visuel de l'état des surfaces traitées par un opérateur de repérage répondant aux conditions de l'article L. 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Il fait également procéder à une mesure du niveau d'empoussièrément dans l'air à l'issue du déconfinement qui doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

2.2. Eléments d'information

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épandements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble.

L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes. Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

3. INFORMATIONS GENERALES

3.1. Immeuble bâti objet de la mission

Adresse: Bâtiment C
7 bis rue Alexandre Turpault
78390 BOIS D ARCY

Bâtiment	Fonction principale	Classement	Date du permis de construire ou année de construction	Année de réhabilitation ou description des modifications :
Bâtiment C	Bureaux	Immeuble de travail <= 300 personnes	1969	1969-1970 et 1982-1984

Le repérage porte exclusivement sur les parties de bâtiments et les locaux dont la liste est détaillée en annexe Parties d'immeubles bâti visitées

3.2. Intervenants

Partie prenante	Société	Adresse	Coordonnées
Commanditaire du repérage	CNC M. Joseph MOURADIAN	7 BIS RUE ALEXANDRE TURPAULT 78390 BOIS D'ARCY	01 30 14 80 77 06 45 88 97 12 Fax: 01 44 34 36 31 joseph.mouradian@cnc.fr
Propriétaire	CNC M. Joseph MOURADIAN	7 BIS RUE ALEXANDRE TURPAULT 78390 BOIS D'ARCY	01 30 14 80 77 06 45 88 97 12 Fax: 01 44 34 36 31 joseph.mouradian@cnc.fr
Accompagnateur	CNC MOURADIAN Jaoseph	/	/

3.3. Opérateur(s) de repérage

Société	Nom	Organisme de certification	N° de certification*	Date d'obtention de la certification	Date de validité de la certification
BUREAU VERITAS EXPLOITATION	SYLVIE VILLAIN	BUREAU VERITAS CERTIFICATION	14540679	03/07/2022	02/07/2029

4. DESCRIPTION DE LA MISSION D'EVALUATION

Ce rapport est établi dans le cadre de l'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante.

La mission d'évaluation de l'état de conservation ne s'applique qu'aux produits et matériaux listés au chapitre « RESULTATS DE L'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION », ayant précédemment fait l'objet d'un repérage amiante.

Le présent rapport ne correspond en aucun cas, et ne peut se substituer, à un rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante tels qu'exigés par les articles R1334-15 à 19 du Code de la Santé Publique.

4.1. Textes réglementaires

Code de la Santé Publique : article R1334-23, 1° de l'article R1334-27 et 28, alinéa II de l'article R1334-29-3

Parties relatives à l'évaluation de l'état de conservation de l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage, modifié par l'arrêté du 26 juin 2013

Parties relatives à l'évaluation de l'état de conservation de l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et au risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage, modifié par l'arrêté du 26 juin 2013

4.2. Méthodologie de la mission

L'opérateur de repérage évalue par zone homogène :

l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante, identifiés lors de repérages antérieurs,

l'état de conservation ainsi que les risques de dégradation liés à l'environnement dans les conditions d'utilisation de la zone, des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante identifiés lors de repérages antérieurs.

Pour les matériaux et produits contenant de l'amiante, hors liste A et B : En l'absence de référentiel réglementaire définissant les critères d'évaluation de l'état de conservation de ces matériaux et produits, les critères « bon état » et « état dégradé » dont appliqués

5. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Date(s) du repérage : le 17/10/2023

5.1. Documents remis par le donneur d'ordre ou disponibles lors de la visite

Rapports de repérage amiante :

Références rapport de repérage	Date rapport	Auteur rapport	Objet du repérage	Principales conclusions
voir dta 2023	/	/	/	/

Les résultats antérieurs en matière de recherche d'amiante utilisés pour la réalisation du repérage, communiqués dans le cadre de la présente mission, sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes en matière de diagnostics, constats et repérages amiante.

Autres documents :

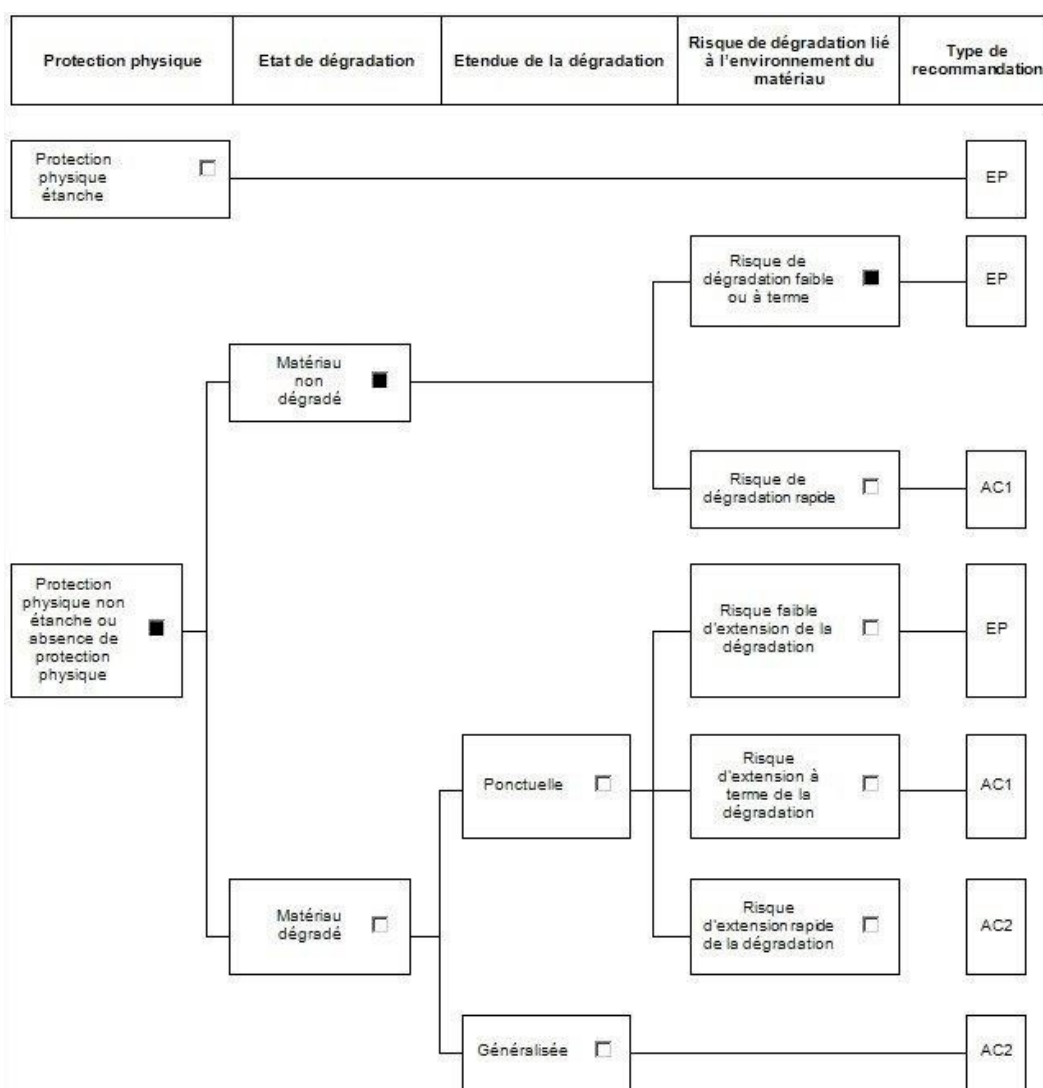
Aucun document nous a été communiqué ou était disponible lors de la visite.

6. ANNEXES

6.1. Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B

Grille d'évaluation de l'état de conservation de Conduit	
N° de dossier	19611024/S27/14
Date de l'évaluation	17/10/2023
Bâtiment	Bâtiment C
Local ou zone homogène	R+0 / Bureau C106, R-1 / Centrale de climatisation, R-1 / Dégagement, R-1 / Local ballon eau chaude, R-1 / Salle propre / Gaine technique, Terrasse
Destination déclarée du local	Circulation

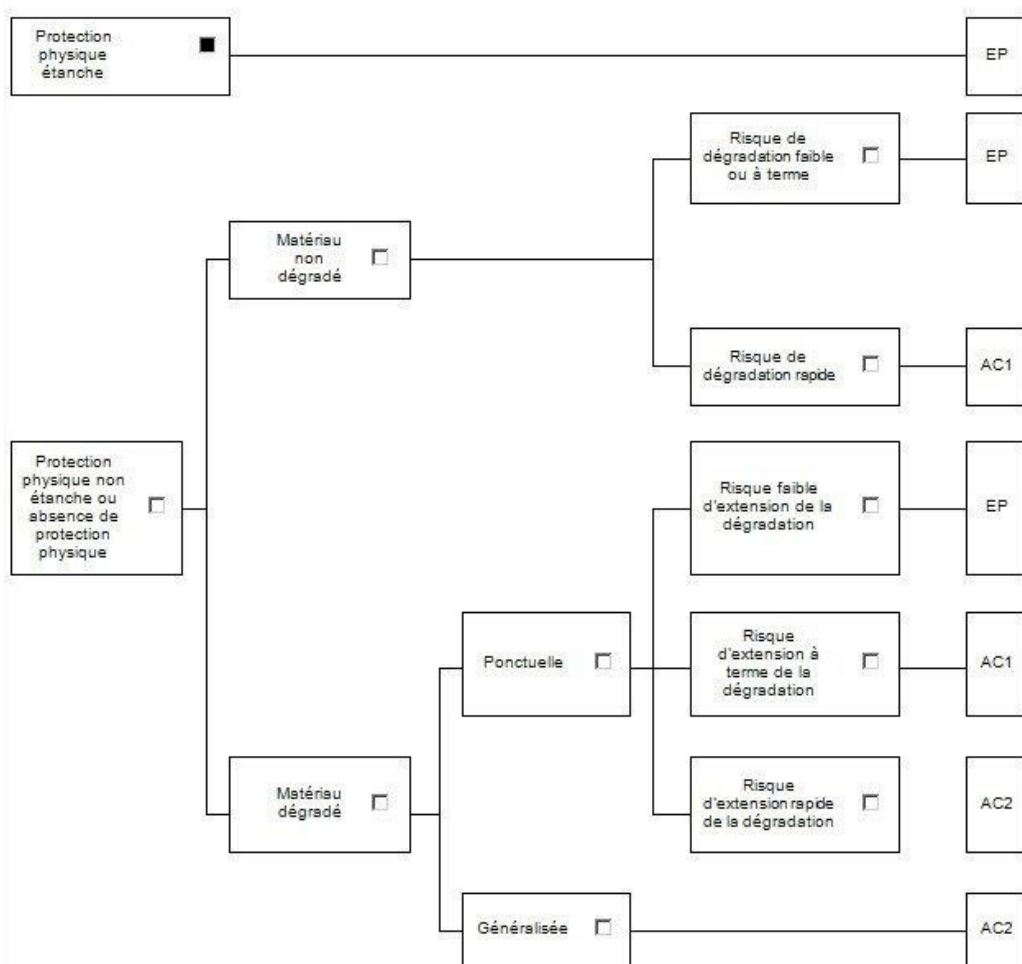
Résultat de la grille d'évaluation du Conduit	Conclusion : en fonction des résultats
Score EP	Evaluation périodique



Grille d'évaluation de l'état de conservation de Conduit	
N° de dossier	19611024/S27/14
Date de l'évaluation	17/10/2023
Bâtiment	Bâtiment C
Local ou zone homogène	R+1 / Dégagement
Destination déclarée du local	Circulation

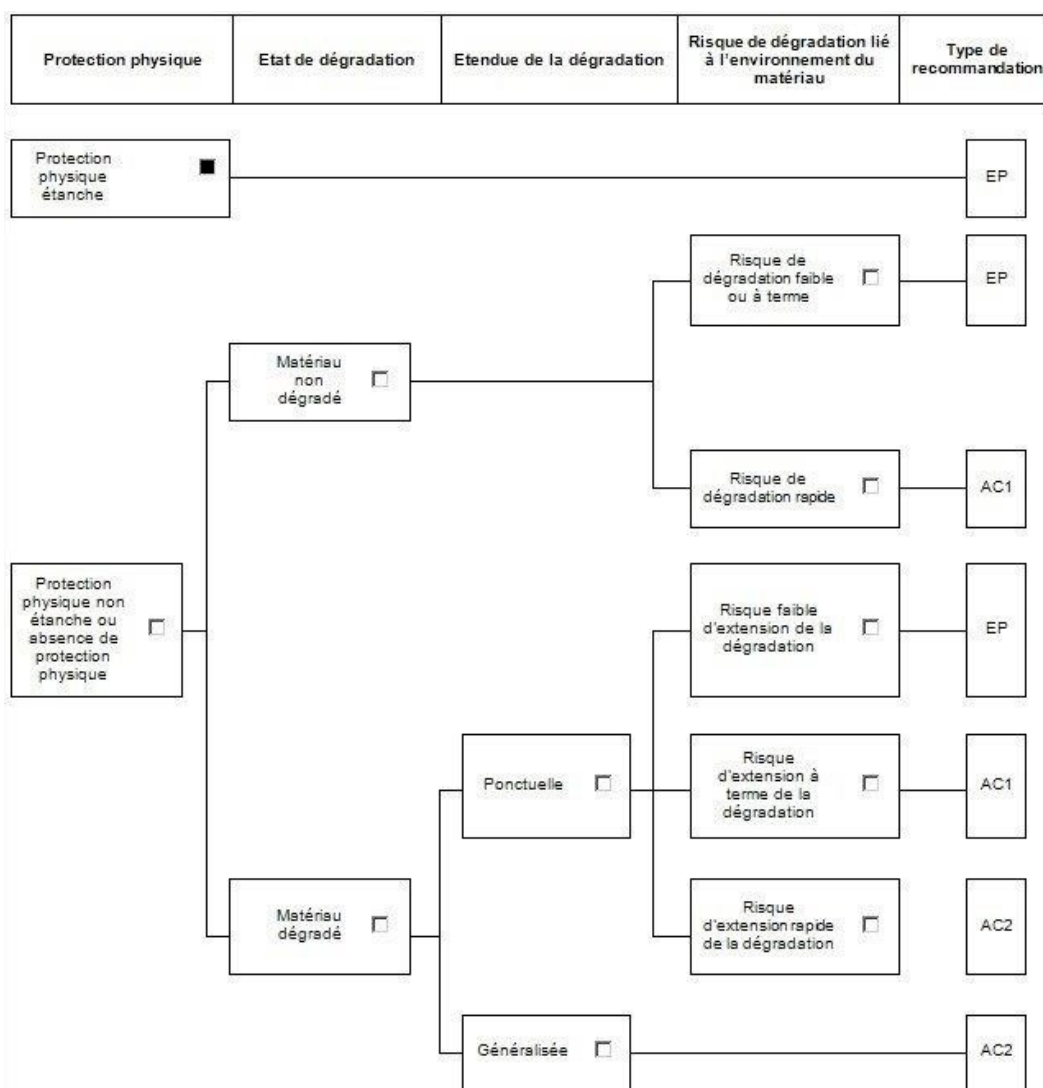
Résultat de la grille d'évaluation du Conduit	Conclusion : en fonction des résultats
Score EP	Evaluation périodique

Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation
---------------------	---------------------	---------------------------	---	------------------------



Grille d'évaluation de l'état de conservation de Enveloppe de calorifuge	
N° de dossier	19611024/S27/14
Date de l'évaluation	17/10/2023
Bâtiment	Bâtiment C
Local ou zone homogène	R-1 / Salle propre / Gaine technique
Destination déclarée du local	Local technique

Résultat de la grille d'évaluation du Enveloppe de calorifuge	Conclusion : en fonction des résultats
Score EP	Evaluation périodique



6.2. Attestation d'assurance



ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous, soussignés **MSIG Insurance Europe AG**, Succursale en France, sis 65 Rue de la Victoire – 75009 PARIS – certifions par la présente que la Société :

BUREAU VERITAS SERVICES France SAS
8 Cours du Triangle
92800 Puteaux

a souscrit auprès de notre Compagnie, pour le compte de sa filiale :

Bureau Veritas Exploitation SAS
8 Cours du Triangle 92800 Puteaux

un contrat d'assurance de **RESPONSABILITE CIVILE** portant le numéro F210.16.0414.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la **RESPONSABILITE CIVILE** pouvant incombent à l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre de ses activités de diagnostic amiante tels que :

- Repérage amiante avant travaux et démolition,
- Assistance technique pour travaux de traitement de l'amiante,
- Repérage amiante pour constitution de DAPP et de DTA,
- Réalisation ou mise à jour de DAPP,
- Repérage amiante avant/après travaux ou démolition,
- Réalisation ou mise à jour du dossier amiante,
- Examen visuel après travaux de retrait et d'encapsulation,
- Mesures de la concentration des fibres d'amiante dans l'air des immeubles bâtis,
- Prélèvement et analyse d'eau afin de rechercher la présence d'amiante en suspension,
- Analyse d'échantillons prélevés par l'Assuré,
- Mesures d'exposition à l'amiante des travailleurs à leurs postes de travail,
- Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments,
- Repérage amiante avant-vente,
- Repérage amiante avant travaux y compris de démolition sur installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité,
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (décret 2011-610 du 31 mars 2011) y compris le réemploi des matériaux : concernant cette dernière mission il est précisé que les garanties s'appliquent y compris lorsque la mission porte sur des démolitions ne comportant pas de déchets amiantés.

Mais également analyses et/ou prélèvements d'échantillons, missions de recherche d'amiante, conseil en performance énergétique et/ou toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil découlant des missions de diagnostics ci-dessus et y compris les estimations financières liées aux propositions de solutions techniques formulées par l'Assuré.

MONTANTS DE GARANTIES

RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION :

Tous dommages confondus (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non), **par sinistre** **1 000 000 EUR**

MSIG Insurance Europe AG
Succursale en France
65 Rue de la Victoire
75009 Paris
Tel: +33(0)1 40 67 42 42
Fax: +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z
Siège social: An den Dominikanern 11-27
50668 Cologne
Allemagne



RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE PENDANT ET/OU APRES PRESTATION :

Tous dommages confondus (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non), **par année d'assurance** **1 000 000 EUR**

La présente attestation valable du 01/01/2023 à zéro heure au 31/12/2023 à minuit, est délivrée, sous réserve du paiement de la prime d'assurance, pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager la Compagnie au-delà des clauses, termes et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Paris, le 14 décembre 2022

MSIG Insurance Europe AG
65 Rue de la Victoire – 75009 Paris
Tel: +33(0)1 40 67 12 34
RCS Paris 753143882, APE 6512 Z

MSIG Insurance Europe AG
Succursale en France
65 Rue de la Victoire
75009 Paris
Tel: +33(0)1 40 67 42 42
Fax: +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z
Siège social: An den Dominikanern 11-27
50668 Cologne
Allemagne

6.3. Certificat de compétence

**BUREAU VERITAS**
Certification

Certificat
Attribué à
Sylvie VILLAIN

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité

DOMAINES TECHNIQUES

	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du Certificat*
Termites metropole	Arrêté du 24 Décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	12/10/2022	11/10/2029
Amiante sans mention	Arrêté du 24 Décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	03/07/2022	02/07/2029
Amiante avec mention	Arrêté du 24 Décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	03/07/2022	02/07/2029

Date :07/10/2022

Numéro de certificat : 14540679

Laurent Croguennec, Président


* Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs des surveillances réalisées, ce certificat est valable jusqu'au : voir ci-dessus

Des informations supplémentaires concernant le périmètre de ce certificat ainsi que l'applicabilité des exigences du référentiel peuvent être obtenues en consultant l'organisme.
Pour vérifier la validité de ce certificat, vous pouvez aller sur www.bureauveritas.fr/certification-diaq

Adresse de l'organisme certificateur : Bureau Veritas Certification France
Le Triangle de l'Arche, 9 cours du Triangle 92937 Paris-la-Défense CEDEX

**BUREAU VERITAS**

**cofrac**
CERTIFICATION DE PERSONNES
ACCREDITATION
N°4-0087
Liste des sites et portées disponibles sur www.cofrac.fr